

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

PROCÈS-VERBAL

Séance ordinaire du 16 avril 2026

La présente séance fait l'objet d'un enregistrement audio destiné à faciliter la rédaction du procès-verbal.

APPEL:

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE à : 19 h 12

Présent:

Roger Peter Lafond
Stephany Rauche
Dale Levesque
Anne-Marie Butler
Kelsey Daly
Natasha Condie

20260416-01

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2.1 Adoption de l'ordre du jour du 16 avril 2026

Proposé par: Stephany Rauche
Appuyé par: Anne-Marie Butler

ET RÉSOLU a adopté l'ordre du jour du 16 avril 2026

3. DÉCLARATION DE CONFLIT (*le cas échéant*)

20260416-02

4. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

4.1 Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 12 mars 2026

Proposé par: Anne-Marie Butler
Appuyé par: Stephany Rauche

ET RÉSOLU QUE Le Conseil adopte le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 12 mars 2026.

5. RAPPORT DU MAIRE ET DES CONSEILLERS

5.1 Rapport du maire

1. Je n'ai pas pu assister à la réunion sur la revitalisation.
2. J'ai signé les documents bancaires pour le directeur général par intérim.
3. J'ai participé à la réunion du comité des voies navigables:
 - a. Nous serons désormais en tête de liste pour l'obtention de fonds de la MRC de Pontiac destinés aux voies navigables.
 - b. Le maire et le responsable de la voirie ont inspecté les voies navigables et les quais, et ont évalué certains coûts ; le devis pour le bois seul s'élèverait à environ 10 000 \$.
 - c. La rivière des Outaouais étant classée « voie navigable du patrimoine », il est possible d'obtenir un financement par l'intermédiaire de Parcs Canada ou du Fonds du patrimoine ; le maire poursuivra ses démarches à ce sujet.
 - d. Alain Gauthier (maire du TNO) et le maire de Mattawa soutiennent tous deux ces initiatives.
 - e. Il a été suggéré de gérer les voies navigables sur le modèle d'un club de motoneige, en instaurant un système d'adhésion ou d'abonnement annuel.
4. L'hôpital de Deep River est favorable à l'attribution de lits aux résidents de Rapides-des-Joachims. Il a été indiqué qu'il existait un accord préalable, lequel doit être retrouvé.

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

5. Le maire a assisté à la réunion plénière ; les sujets abordés étaient confidentiels pour les participants.
6. Le maire étudie, avec le ministère de la Sécurité, des programmes visant à assurer l'installation et la disponibilité de l'Internet par fibre optique pour l'hôtel de ville et les résidents.

5.2 Rapport du conseiller

1. La conseillère Anne-Marie Butler continue de travailler avec la MRC de Pontiac et la RAMQ pour rétablir la possibilité d'acheter nos médicaments sur ordonnance dans une pharmacie de Deep River.

6. CORRESPONDANCE (10 minutes)

7. DÉPÔT DE DOCUMENTS

20260416-03

7.1 MUNICIPAL RESOLUTION

Demande de reconnaissance comme communauté éloignée/isolée et autorisation de soumission au ministère de la Santé et des Services Sociaux

CONSIDÉRANT La municipalité de Rapides-des-Joachims est une petite communauté à faible densité située dans une région géographiquement isolée du Québec ;

CONSIDÉRANT les résidents doivent parcourir de longues distances pour accéder à des services essentiels, notamment aux soins hospitaliers dispensés au Deep River Hospital (Ontario), au Pembroke Regional Hospital (Ontario), au Shawville Hospital (Québec) et dans d'autres centres de services régionaux ;

CONSIDÉRANT L'accès à ces services dépend d'une unique route principale, exposée aux aléas saisonniers et aux perturbations météorologiques, et offrant une redondance limitée ;

CONSIDÉRANT Les temps de trajet vers les services de soins d'urgence et courants dépassent régulièrement les seuils acceptables, en particulier en conditions hivernales, ce qui entraîne des retards d'accès aux soins et accroît les risques pour les résidents ;

CONSIDÉRANT les résidents ont fréquemment recours à des services hors province en raison de la disponibilité limitée des services de santé, de diagnostic et sociaux au Québec ;

CONSIDÉRANT le contexte géographique, notamment la présence de la rivière des Outaouais et sa désignation en tant que rivière du patrimoine, impose des contraintes supplémentaires au développement des infrastructures et à l'expansion des services ;

CONSIDÉRANT le coût de la prestation de services à Rapides-des-Joachims est nettement plus élevé en raison de l'éloignement, des exigences en matière de transport et de la dispersion de la population ;

CONSIDÉRANT Des localités québécoises comparables, confrontées à des contraintes similaires ou moindres, ont été reconnues comme éloignées ou isolées et bénéficient de modèles de financement et de prestation de services adaptés ;

CONSIDÉRANT La reconnaissance en tant que communauté éloignée ou isolée favoriserait un meilleur accès aux soins de santé, une prestation équitable des services et un développement communautaire durable ;

PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU QUE:

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

1. Le conseil municipal de Rapides-des-Joachims demande officiellement à être reconnu comme une communauté éloignée et/ou isolée par le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que par toute autre autorité provinciale compétente.;
2. Le Conseil autorise la préparation et la soumission d'un dossier justificatif complet, comprenant des preuves documentées de:
 - Temps de trajet vers les services essentiels
 - Délais d'intervention des services d'urgence
 - Lacunes dans la disponibilité des services
 - Incidences économiques et opérationnelles
 - Analyse comparative avec des localités éloignées reconnues
 - Signatures et témoignages de membres de la communauté à l'appui de cette demande de statut de localité éloignée.
3. Le Conseil exige que cette soumission soit transmise à:
 - Le ministère de la Santé et des Services sociaux
 - Le CISSS de l'Outaouais
 - La Municipalité régionale de comté de Pontiac
 - Le(s) député(s) local(s) de l'Assemblée nationale (MNA);
4. Le Conseil autorise le maire à:
 - Signer tous les documents requis
 - Interagir avec les parties prenantes gouvernementales et régionales
 - Représenter la municipalité dans les discussions relatives à cette demande
5. La municipalité s'engage à collaborer avec les partenaires régionaux, les prestataires de soins de santé et les résidents pour soutenir et étayer cette demande par des données et des témoignages;

Proposé par: Dale Levesque

Appuyé par: Anne-Marie Butler

8. SUIVI

8.1 Suivi auprès de la MRC concernant le projet de règlement n° 2026-0216. Voir la pièce jointe : courriel de la MRC apportant des précisions sur la réglementation relative à l'entretien des bâtiments.

8.2 Biologist for the docks

Le Conseil a discuté de la question des quais de la MRC situés sur les cours d'eau ; nous attendons toujours la visite de représentants de la MRC à ce sujet.

Par ailleurs, l'intervention d'un biologiste est requise pour nos quais municipaux afin de déterminer les conditions nécessaires à leur installation cette année. Le suivi sera assuré par le maire ou le directeur général.

8.3 PALV Accorder

Le directeur général a sollicité cette subvention d'un montant de 20 000 \$ pour des travaux réalisés sur les routes des lacs Dumoine et McConnell.

9. ROUTES

10. DÉCHARGE ET ORDURES

11. HÔTEL DE VILLE

12. PROPRIÉTÉ MUNICIPALE

12.1 Garage Door Repairs

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

CONSIDÉRANT La porte nécessite des réparations et nous avons obtenu deux devis pour les travaux à effectuer.

REPORTÉ – Le maire obtiendra un devis pour un système de porte électrique, qui sera présenté lors de la prochaine réunion.

12.2 Projet de rénovation du bâtiment des boîtes aux lettres – Proposition

Le responsable des travaux publics propose la rénovation de l'abri des boîtes aux lettres, incluant la pose de nouveaux panneaux en plexiglas sur tout le pourtour, la fermeture et la peinture du plafond, ainsi que l'installation de soffites à l'extérieur du bâtiment. Le détail du projet et le coût total ont été soumis au Conseil pour examen.

POUR – l'approbation du projet sera accordée au superviseur des travaux routiers.

13. PROTECTION CIVILE

20260416-04

13.1 Demande d'accord de coopération policière transfrontalière avec l'Ontario

CONSIDÉRANT La municipalité de Rapides-des-Joachims est située dans une région frontalière jouxtant la province de l'Ontario;

CONSIDÉRANT Les défis en matière de sécurité publique dans la région comprennent les déplacements transfrontaliers, les délais d'intervention accrus et les incidents nécessitant une intervention rapide au-delà des limites provinciales;

CONSIDÉRANT the Municipality is currently served by the Sûreté du Québec under the provisions of the *Loi sur la police*;

CONSIDÉRANT Les services de police de l'Ontario, y compris la Police provinciale de l'Ontario, sont souvent géographiquement plus proches de certaines zones situées sur le territoire de la municipalité;

CONSIDÉRANT Une coordination améliorée et une autorisation officielle des opérations de police transfrontalières pourraient renforcer la sécurité publique, les délais d'intervention en cas d'urgence et l'efficacité des forces de l'ordre;

PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU QUE:

1. La municipalité demande officiellement au ministère de la Sécurité publique du Québec d'évaluer la faisabilité de conclure une entente officielle de services policiers interprovinciaux avec la province de l'Ontario;
2. La municipalité demande que l'on prenne en considération:
 - Protocoles d'intervention d'urgence transfrontalière;
 - Pouvoirs de police limités et définis pour les agents de l'Ontario dans des zones déterminées;
 - Opérations conjointes ou équipes policières intégrées dans la région du Pontiac.;
3. Que cette résolution soit transmise à:
 - Le ministre de la Sécurité publique;
 - Le député de l'Assemblée nationale (MNA) local ;
 - La MRC de Pontiac ;
 - Les autorités ontariennes compétentes.

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

Proposé par: Stephany Rauche

Appuyé par: Dale Levesque

14. PLAN D'ACTION

15. URBANISME & ZONAGE

20260416-05

15.1 Demande de dérogation mineure de la Maison des Jeunes

Cette demande a nécessité l'adoption d'un arrêté:

RÈGLEMENT 20260416-01 CONCERNANT LES DÉROGATIONS MINEURES (DÉROGATIONS MINEURES)

CONSIDÉRANT que le conseil municipal peut, conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, autoriser des dérogations mineures à certains règlements de zonage et de lotissement;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt de la municipalité d'établir des procédures et des critères régissant ces demandes;

EN CONSÉQUENCE, IL EST STATUÉ CE QUI SUIT:

1. PURPOSE

Le présent règlement a pour objet de permettre au conseil municipal d'accorder des dérogations mineures dans des cas précis où l'application stricte des règlements entraînerait un préjudice excessif.

2. TERRITOIRE

This by-law applies to all properties located within the territory of the Municipality.

3. ADMISSIBILITÉ

Une dérogation mineure ne peut être accordée que pour les dispositions de:

- Le règlement de zonage
- Le règlement de lotissement

Une dérogation mineure ne peut être accordée pour des dispositions relatives à:

- Utilisation des sols ou des bâtiments
- Densité d'occupation
- Sécurité publique

4. APPLICATION

Toute personne souhaitant obtenir une dérogation mineure doit présenter:

- Un formulaire de demande dûment rempli
- Un plan du site indiquant la dérogation demandée
- Les pièces justificatives requises
- Le paiement des frais applicables (le cas échéant)

5. PROCESSUS D'ÉVALUATION

Toutes les demandes doivent:

1. Être analysé par les services municipaux
2. Être soumis au Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
3. Faire l'objet d'une recommandation écrite du CCU

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

6. AVIS PUBLIC

La municipalité doit publier un avis public au moins 15 jours avant la décision du Conseil, indiquant:

- La nature de la demande
- L'emplacement de la propriété
- La date de la réunion du Conseil
- Le fait que toute personne intéressée peut être entendue

7. DÉCISION DU CONSEIL

Après avoir examiné:

- La demande
- Le rapport des services
- La recommandation de la CCU
- Les éventuels commentaires du public

Le Conseil peut, par voie de résolution :

- Approuver la dérogation mineure
- Approuver sous réserve de conditions
- Rejeter la demande

8. CRITÈRES D'ÉVALUATION

Une dérogation mineure ne peut être accordée que si:

- Il est de nature mineure
- Il ne compromet pas la sécurité publique
- Il ne cause pas de préjudice sérieux aux propriétés voisines
- Il respecte l'esprit et les objectifs des règlements
- Il résulte de circonstances exceptionnelles ou d'une situation de contrainte

9. CONDITIONS

Le Conseil peut imposer toute condition jugée nécessaire pour atténuer les impacts ou garantir le respect des objectifs d'aménagement.

10. VALIDITÉ

Une dérogation mineure accordée devient nulle et sans effet si le projet n'a pas débuté dans les 12 mois suivant la décision.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ À RAPIDES-DES-JOACHIMS, CE
16E JOUR D'AVRIL 2026**

Proposé par: Anne-Marie Butler

Appuyé par: Dale Levesque

16. LOISIRS & CULTURE

16.1 La Maison des Jeunes demande une lettre de soutien.

CONSIDÉRANT La Maison des Jeunes de Rapides-des-Joachims demande au conseil une lettre d'appui pour sa demande de subvention au programme FRR, en vue de la rénovation et de la réparation du bâtiment de la Maison des Jeunes.

20260416-06

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

Proposé par:

Appuyé par:

ET RÉSOLU QUE La directrice générale, Natasha Condie, écrira une lettre pour appuyer la demande.

17. CAMPING & AIRE DE PIQUE-NIQUE

18. ÉCLAIRAGE PUBLIC ET ENVIRONNEMENT

19. INSPECTEUR EN BÂTIMENT

19.1 Candidat potentiel identifié – ne s'installera dans la région qu'en juin.

20. DIVERS

21. PERIODE DE QUESTIONS (15 minutes)

22. ADMINISTRATION

22.1 Approbation de la liste des dépenses engagées entre le 11 mars 2026 et le 14 avril 2026, pour un montant de 48 623,09 \$

Proposé par: Stephany Rauche

Appuyé par: Kelsey Daly

ET RÉSOLU QUE Le Conseil approuve et autorise le paiement des dépenses pour la période allant du 11 mars 2026 au 14 avril 2026, pour un montant de 48 623,09 \$

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT

Je, Natasha Condie, soussigné greffière-trésorière, conformément à l'article 961 du Code municipal du Québec, certifie que la marge de crédit de la Municipalité est suffisante pour ces dépenses

Greffière-trésorière

23. HUIS-CLOS

24. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

24.1 Clôture de la réunion du 14 avril 2026 à 21 h 10.

Proposé par: Stephany Rauche

Appuyé par: Dale Levesque

ET RÉSOLU pour clore la réunion du 14 avril 2026

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

MINUTES

Ordinary session of April 16th 2026

This meeting is being audio recorded for the purpose of assisting in the preparation of the minutes.

1. OPENING OF THE SESSION at: 7:12PM

ROLL CALL:

Present:

- X Roger Peter Lafond
- X Stephany Rauche
- X Dale Levesque
- X Anne-Marie Butler
- X Kelsey Daly
- X Natasha Condie

2. ADOPTION OF THE AGENDA

20260416-01

2.1 Adoption of the agenda of April 16th 2026

Moved by: Stephany Rauche
Seconded by: Anne-Marie Butler

AND RESOLVED adopted the agenda of April 16th 2026

3. DECLARATION OF CONFLICT (if applicable)

4. ADOPTION OF THE MINUTES

20260416-02

4.1 Adoption of the minutes of the regular meeting held on March 12th, 2026

Moved by: Anne-Marie Butler
Seconded by: Stephany Rauche

AND RESOLVED THAT council adopts the minutes of the ordinary session held on March 12th, 2026

5. MAYOR’S AND COUNCILLOR’S REPORT

5.1 Mayors report

1. Could not make it to the Vitalization Meeting
2. Signed the bank paperwork for the interim director general
3. Attended the Waterways committee:
 - a. We will now be at the top of the list for the funds attributed to the waterways from the MRC Pontiac
 - b. The Mayor and roadway Supervisor inspected the waterways and the docks and looked into some costs. The quotes for the wood alone would be approximately \$10,000.00
 - c. The Ottawa River is designated as a heritage waterway and there may be funding via Canada Parks or the Heritage fund. Mayor will continue exploring.
 - d. Alain Gauthier (TNO mayor), the Mayor of Mattawa both support these efforts.
 - e. A suggestion was made to run the waterways like a skidoo club with a membership or a yearly subscription.
4. The Deep River Hospital is in support of attributing beds to Rapides-des-Joachims residents. They have said that we had a prior agreement which needs to be found.

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

5. The mayor attended the plenary meeting, subjects discussion were confidential to attendees.
6. The Mayor is exploring programs with the Ministry of security for fiber internet installation and availability for the town hall and the residents.

5.2 Councillors Report

1. Councillor Anne-Marie Butler is still working with the MRC Pontiac and the RAMQ to bring back the option to purchase our prescriptions at a pharmacy in Deep River.

6. CORRESPONDANCE (10 minutes)

7. TABLING OF DOCUMENTS

20260416-03

7.1 MUNICIPAL RESOLUTION

Request for Recognition as a Remote / Isolated Community and
Authorization to Submit to the Ministère de la Santé et des Services
Sociaux

WHEREAS the Municipality of Rapides-des-Joachims is a small, low-density community located in a geographically isolated region of Québec;

WHEREAS residents must travel significant distances to access essential services, including hospital care at Deep River Hospital (Ontario), Pembroke Regional Hospital (Ontario), Shawville Hospital (Quebec) and other regional service centres;

WHEREAS access to these services is dependent on a single primary road, which is subject to seasonal hazards, weather-related disruptions, and limited redundancy;

WHEREAS travel times to emergency and routine healthcare services regularly exceed acceptable thresholds, particularly during winter conditions, resulting in delays in access to care and increased risk to residents;

WHEREAS residents frequently rely on out-of-province services due to limited availability of healthcare, diagnostic, and social services within Québec;

WHEREAS the geographic context, including the presence of the Ottawa River and its designation as the Ottawa River Heritage River, creates additional constraints on infrastructure development and service expansion;

WHEREAS the cost of delivering services in Rapides-des-Joachims is significantly higher due to distance, transportation requirements, and population dispersion;

WHEREAS comparable Québec communities with similar or lesser constraints have been recognized as remote or isolated and benefit from adapted funding and service models;

WHEREAS recognition as a remote or isolated community would support improved access to healthcare, equitable service delivery, and sustainable community development;

THEREFORE, IT IS RESOLVED THAT:

1. The Municipal Council of Rapides-des-Joachims formally requests recognition as a remote and/or isolated community by the Ministère de la Santé et des Services Sociaux and any other relevant provincial authorities;
2. The Council authorizes the preparation and submission of a comprehensive supporting dossier, including documented evidence of:

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

- Travel times to essential services
- Emergency response delays
- Service availability gaps
- Economic and operational impacts
- Comparative benchmarking with recognized remote communities
- Community member signatures and testimonials supporting this application for remote status.

3. The Council mandates that this submission be transmitted to:

- The Ministère de la Santé et des Services sociaux
- The CISSS de l'Outaouais
- The Municipalité régionale de comté de Pontiac
- The local Member(s) of the National Assembly (MNA);

4. The Council authorizes the Mayor to:

- Sign all required documentation
- Engage with governmental and regional stakeholders
- Represent the Municipality in discussions related to this request

5. The Municipality commits to collaborating with regional partners, healthcare providers, and residents to support and substantiate this request with data and testimony;

Moved by: Dale Levesque

Seconded by: Anne-Marie Butler

8. FOLLOW-UP

8.1 Follow up from the MRC regarding the DRAFT BY-LAW NUMBER 2026-0216. See supporting document: email from MRC Clarification Regarding Building Maintenance Regulations

8.2 Biologist for the docks

Council discussed the MRC waterways docks which is still waiting on the MRC to come visit

Our municipal docks need a biologist as well to verify what we need to install them this year. Follow up will be done by the Mayor or the Director General.

8.3 PALV Grant

This grant was applied for by the Director General for the sum of \$20,000.00 for work on the done on the Dumoine and McConnell lake roads

9. ROADS

10. DUMP & GARBAGE

11. TOWN HALL

12. MUNICIPAL PROPERTY

12.1 Garage Door Repairs

WHEREAS the door requires repairs and we have acquired 2 quotes for the work to be performed.

DEFERRED – Mayor will obtain a quote for an electric door system to be presented at the next meeting.

12.2 Mailbox Building Renovation Project – Proposal

The public works supervisor is proposing the renovation of the mailbox building which includes new plexiglass all the way around, closing in the ceiling and painting it, as well as the installation of soffit around the

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

exterior of the building. Council has been given the project breakdown and total cost for consideration.

ALL IN FAVOR – project approval will be given to the road works supervisor.

13. CIVIL PROTECTION

20260416-04

13.1 Request for Cross-Border Policing Agreement with Ontario

WHEREAS the Municipality of Rapides-des-Joachims is located within a border region adjacent to the Province of Ontario;

WHEREAS public safety challenges in the region include cross-border travel, delayed response times, and incidents requiring rapid intervention across provincial boundaries;

WHEREAS the Municipality is currently served by the Sûreté du Québec under the provisions of the Loi sur la police;

WHEREAS Ontario-based police services, including the Ontario Provincial Police, are often geographically closer to certain areas within the Municipality;

WHEREAS improved coordination and formal authorization of cross-border policing could enhance public safety, emergency response times, and law enforcement effectiveness;

THEREFORE, BE IT RESOLVED THAT:

1. The Municipality formally requests that the Ministère de la Sécurité publique du Québec evaluate the feasibility of entering into a formal interprovincial policing agreement with the Province of Ontario;
2. The Municipality requests consideration for:
 - o Cross-border emergency response protocols;
 - o Limited and defined policing authority for Ontario police officers within specified zones;
 - o Joint operations or integrated policing teams in the Pontiac region;
3. ~~The Municipality requests that the Sûreté du Québec be mandated to collaborate with Ontario police services to improve operational coordination;~~
4. That this resolution be forwarded to:
 - o The Minister of Public Security;
 - o The local Member of the National Assembly (MNA);
 - o The MRC Pontiac;
 - o Relevant Ontario authorities.

Moved by: Stephany Rauche
Seconded by: Dale Levesque

14. ACTION PLAN

15. URBANISM & ZONING

20260416-05

15.1 Minor Variance Request from Maison des Jeunes

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

This request required a bylaw to be passed:

BY-LAW 20260416-01 CONCERNING MINOR VARIANCES (DÉROGATIONS MINEURES)

WHEREAS the Municipal Council may, in accordance with the Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, authorize minor variances to certain zoning and subdivision by-laws;

WHEREAS it is in the interest of the Municipality to establish procedures and criteria governing such applications;

THEREFORE, IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. PURPOSE

The purpose of this by-law is to allow the Municipal Council to grant minor variances in specific cases where strict application of the by-laws would cause undue hardship.

2. TERRITORY

This by-law applies to all properties located within the territory of the Municipality.

3. ELIGIBILITY

A minor variance may be granted only for provisions of:

- The zoning by-law
- The subdivision by-law

A minor variance may not be granted for provisions relating to:

- Use of land or buildings
- Density of occupation
- Public safety

4. APPLICATION

Any person wishing to obtain a minor variance must submit:

- A completed application form
- A site plan showing the requested variance
- Supporting documents as required
- Payment of applicable fees (if any)

5. REVIEW PROCESS

All applications shall:

1. Be analyzed by municipal staff
2. Be submitted to the Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
3. Be the subject of a written recommendation by the CCU

6. PUBLIC NOTICE

The Municipality shall publish a public notice at least 15 days prior to the Council decision, indicating:

- The nature of the request
- The location of the property

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

- The date of the Council meeting
- That any interested person may be heard

7. DECISION BY COUNCIL

After considering:

- The application
- The staff report
- The CCU recommendation
- Any comments from the public

Council may, by resolution:

- Approve the minor variance
- Approve with conditions
- Refuse the application

8. EVALUATION CRITERIA

A minor variance may be granted only if:

- It is minor in nature
- It does not adversely affect public safety
- It does not cause serious prejudice to neighboring properties
- It respects the intent and objectives of the by-laws
- It results from exceptional circumstances or hardship

9. CONDITIONS

Council may impose any condition deemed necessary to mitigate impacts or ensure compliance with planning objectives.

10. VALIDITY

A granted minor variance becomes null and void if the project has not commenced within 12 months of the decision.

11. ENTRY INTO FORCE

This by-law comes into force in accordance with the law.

**ADOPTED UNANIMOUSLY AT RAPIDES-DES-JOACHIMS
THIS 16TH DAY OF APRIL 2026**

Moved by: Anne-Marie Butler

Seconded by: Dale Levesque

16. RECREATION & CULTURE

20260416-06

16.1 Maison des Jeunes is requesting a letter of support.

WHEREAS The Maison des Jeunes of Rapides-des-Joachims is asking council for a letter of support for their grant application to the FRR grant program for the renovation and repair to the Maison des Jeunes building.

Moved by:

Seconded by:

AND RESOLVED THAT the Director General Natasha Condie will write a letter to support the application.

MUNICIPALITÉ DE RAPIDES-DES-JOACHIMS

17. CAMPGROUND & PICNIC AREA

17.1 ~~Early Campground clean-up~~

~~WHEREAS council agrees to move up the start date for the campground workers with a weather permitting start date (dependent upon the access to the campground via snow melt), with the funding to cover wages to come from the campground fund.~~

~~Moved by:
Seconded by:~~

18. STREET LIGHTS & ENVIRONMENT

19. BUILDING INSPECTOR

19.1 Potential Candidate received – will not be moving to area until June

20. MISCELLANEOUS

21. QUESTION PERIOD (15 minutes)

22. ADMINISTRATION

- 22.1 Approval of expenses list between March 11th 2026 and April 14th 2026 for the amount of \$48,623.09

Moved by: Stephany Rauche
Seconded by: Kelsey Daly

AND RESOLVED THAT Council approve and authorize the payment of expenses for the period between March 11th 2026 and April 14th 2026 for the amount of \$48,623.09

CERTIFICATE OF AVAILABILITY OF CREDIT

I, Natasha Condie, the undersigned Clerk-Treasurer, in accordance with Article 961 of the Quebec Municipal Code, certify line of credit with the Municipality has sufficient funds for these expenditures

Clerk-Treasurer

23. IN CAMERA

24. CLOSING OF THE MEETING

- 24.1 Close the meeting of April 14, 2026 at: 9:10pm

Moved by: Stephany Rauche
Seconded by: Dale Levesque

AND RESOLVED to close the meeting of April 14, 2026